
Appui au plan stratégique du Réseau National de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC)¹

Parmi les organisations de la société civile qui ont émergé au Burkina Faso durant les dernières décennies, le Réseau Nationale de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC) représente un élément majeur à plusieurs titres, d'une part il a été créé par une coalition de 25 organisations de la société civile burkinabé, d'autre part, il a été mis en place pour prendre en charge la question de la corruption, sujet hautement stratégique dans la recherche de la bonne gouvernance.

Le RENLAC est une organisation non gouvernementale créée en décembre 1997 par des associations burkinabé, ses adhérents viennent de différents horizons : ONGs de défense des droits humains, de défense des consommateurs, de développement, organisations professionnelles, syndicats de travailleurs, organisations de femmes, jeunes etc.

Le REN-LAC mène des actions de sensibilisation, de dénonciation, de plaidoyer, de lobbying et de formation dans le domaine de la lutte contre la corruption.

Le REN-LAC œuvre pour que les administrations corrompues soient désignées, réalise des études thématiques sur la corruption, forme des membres du Réseau sur la corruption, publie un rapport annuel sur l'état de la corruption au Burkina Faso;

Le Réseau s'est fixé comme mission d'oeuvrer pour la garantie de la bonne moralité et de la transparence dans la gestion des affaires de la cité. A ce titre il se fixe les objectifs suivants :

- *Mener des campagnes de sensibilisation sur le phénomène de la corruption;*
- *Veiller à l'application des textes existants en matière de lutte contre la corruption et faire des propositions de codification dans les domaines non couverts.*
- *Recevoir et instruire les plaintes des citoyens victimes d'actes de corruption;*
- *Donner son avis sur tout dossier relatif à la corruption;*
- *Veiller à la prise par l'Etat de mesures visant à combattre les actes de corruption dans les transactions commerciales nationales et internationales;*
- *Ouvrir à l'adoption par l'Etat d'un code de conduite des agents de la Fonction Publique et veiller à l'efficacité de sa mise en oeuvre;*
- *Engager toute action visant la lutte contre la corruption.*

Une évaluation à mi parcours a fait apparaître nombre de résultats positifs ; le REN-LAC est apprécié au sein de la société civile Burkinabé de part d'actions significatives telles que la désacralisation d'un sujet tabou comme la corruption, l'interpellation du gouvernement amenant celui-ci à mettre en place plusieurs structures de lutte anti-corruption, la signature de plusieurs conventions internationale (Nation Unies et Union Africaine). Le réseau est crédible à l'extérieur, en autres choses, Transparency International, institution de renommée mondiale, a eu recours au REN-LAC pour former des journalistes sur les techniques d'investigations en Guinée. Le REN-LAC jouit d'une audience importante auprès du grand public, en effet, les dénonciations, les enquêtes de terrain, les actions de sensibilisation en province sont bien relayées par la presse. Ses enquêtes ont quelquefois abouti à des résultats concrets comme le renvoi du commissaire de Saaba en 2006 suite à un article publié dans la presse. Les activités et la médiatisation du Réseau ont un effet dissuasif sur les administrations, les établissements publics et les sociétés. L'édition du rapport annuel sur la corruption peut être considéré comme un résultat visible majeur.

Après quelques années d'existence, Le REN-LAC s'est doté d'un plan stratégique pour mieux structurer son action, il s'agit d'intensifier les activités de lutte contre la corruption, renforcer les capacités du Réseau, développer les partenariats et mobiliser les ressources financières. Le REN-LAC souhaite ainsi obtenir une réduction notable des faits et pratiques de corruption et devenir un centre d'excellence en matière de lutte anti-corruption au Burkina et en Afrique

¹ Extraits de doc DDC et Evaluation à mi parcours juin 2006- ICI

Public Concerné Administrations • Agents de l'Etat • Organisations de la société civile

Partenaires financiers et techniques : Administrations judiciaire • Coopérations bilatérales et multilatérales • Structures de contrôle de l'Etat • ONGs • Entreprises

Couverture géographiques Territoire national

Phase en cours 2003-2006 • 70'922 CHF

Nouveau plan stratégique 2007-2010 (1 juillet 2007 au 31 décembre 2010) en cours de négociation avec les partenaires financiers

Contact

Réseau National de Lutte Anti-Corruption (REN-LAC)

01 BP 2056 Ouagadougou 01

Tel.: 50.33.04.73 • Fax: 50.30.59..91

Mail: renlac@renlac.org

Web: <http://www.renlac.org>